## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ** 





DECISION N°037/2025/ARCOP/CRD/DEF DU 05 MARS 2025
DU COMITÉ DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (CRD) STATUANT SUR LE
RECOURS DE LA SOCIÉTÉ « SEN SYSTEM »
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE RELATIF A
I'ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES LANCE PAR LA SNHLM

# LA CHAMBRE DES MARCHES PUBLICS DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION LITIGES,

VU la loi nº 2022-07 du 19 avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n°2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Autorité de régulation de la Commande publique notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n°2023-833 du 05 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARCOP ;

Vu le décret n° 2024- 2223 du 02 octobre 2024 portant nomination du directeur général de l'ARCOP :

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des marchés publics ;

Vu la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de règlement des différends ;

VU la résolution n°00002 du 27 avril 2023 portant élection des membres de la Chambre des Marchés publics du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP;

VU le recours de la Société SEN SYSTEM (SS), reçu le 31 janvier 2025 ;

VU la quittance de consignation n°100012025000838 du 31 janvier 2025 ;

Monsieur Ismaïla DIAKHATE, entendu en son rapport;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Messieurs Alioune NDIAYE, Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD);

## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ** 





De Monsieur Moustapha DJITTE, Directeur général de l'ARCOP, rapporteur du CRD, assisté de ses collaborateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours :

Par courrier reçu le 31 janvier 2025 à l'ARCOP, la société SEN SYSTEM a saisi la chambre des marchés publics du Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire du marché portant acquisition de matériels informatiques, lancé par la SNHLM.

## **LES FAITS**

La SNHLM a obtenu des fonds dans le cadre de son budget d'investissement et a prévu d'en utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du marché susmentionné.

Le marché a été lancé sous forme de Demande de Renseignements et de Prix à Compétition Ouverte (DRPCO) et l'avis d'appel d'offres y relatif a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 11 novembre 2024.

A la date et heure d'ouverture des plis prévues le 25 novembre 2024, les neuf (09) offres suivantes ont été recues :

N°	Soumissionnaires	Montants (F CFA) TTC
1	B-INTECH	44.865.960 F CFA TTC
2	MULTICHOICE	39.184.378 F CFA TTC
3	GROUP SPEEDO EUROPE AFFAIRES	46.127.970 F CFA TTC
4	ELECTRONIC CORP	44.792.000 F CFA TTC
5	OFFICE INFORMATIQUE	36.540.470 F CFA TTC
6	DISMAT	33.463.030 F CFA TTC
7	SIGA CORPORATE	35.787.748 F CFA TTC
8	PICOMEGA	36.975.595 F CFA TTC
9	SEN SYSTEM	28.958.640 F CFA TTC

## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ** 





Après évaluation des offres, la commission des marchés a proposé l'attribution de la DRPCO à B-INTECH pour un montant de quarante-quatre millions huit cent soixante-quatre mille sept cent quatre-vingts (44.864.780) FCFA TTC;

Après validation de la proposition, l'autorité contractante a fait publier l'attribution provisoire du marché dans le journal « LE SOLEIL » du 17 janvier 2025.

Ayant pris connaissance du rejet de son offre, l'Entreprise SEN SYSTEM a saisi la SNHLM d'un recours gracieux reçu le 22 janvier 2025.

Non satisfaite de la réponse de l'autorité contractante reçue le 28 janvier 2025, SEN SYSTEM a déposé un recours contentieux à l'ARCOP le 31 janvier 2025, en joignant à la saisine, la pièce attestant du paiement des frais de procédure.

Après examen du recours, le CRD par décision n°012/2025 du 07 février 2025, a suspendu la procédure de passation et a demandé les pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

L'autorité contractante par lettre n°0624/HLM/DG/SG/CPM du 18 février 2025, a transmis les documents demandés.

# LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Le requérant conteste le rejet de son offre, affirmant avoir bien fourni un bordereau de prix quantitatif. Il souligne que son offre, d'un montant de 28.958.640 F CFA TTC, est économiquement plus compétitive que celle de l'attributaire provisoire, qui s'élève à 44.864.780 F CFA TTC, soit une différence de 15.906.140 F CFA TTC. Il considère que ce rejet viole les principes de transparence, d'équité et d'économie des marchés publics.

C'est pourquoi, il sollicite l'intervention du CRD afin de procéder à la réévaluation de son offre.

# LES ARGUMENTS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante justifie le rejet de l'offre du requérant par l'absence d'un bordereau de prix unitaires dans sa soumission.

## L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur le rejet de l'offre du requérant pour défaut de présentation du bordereau des prix unitaires dans son offre.

## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ** 





## **EXAMEN DU RECOURS**

Considérant que l'article 69 du Code des Marchés publics dispose que « avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 du présent décret et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44 du présent décret et rejette les offres non recevables » :

Considérant que la clause 31.1 des Instructions aux Candidats (IC) stipule que l'autorité contractante procédera à un examen des offres afin de s'assurer que tous les documents et la documentation technique demandés à la clause 11.1 des IC ont été dûment fournis et sont complets ;

Considérant que la clause 11.1 des IC du DAO cite parmi les documents à fournir : le bordereau de prix unitaires ;

Considérant également qu'au regard de la clause 12.1 des IC, le candidat doit soumettre son offre en remplissant les formulaires figurant dans la section 3 du dossier d'appel d'offres;

Que ces formulaires doivent être utilisés tels quels et toute réserve ou divergence majeure entraînera le rejet de l'offre ;

Que, dans la section 3 du DAO, un formulaire pour le bordereau des prix unitaires est prévu. Toutefois, l'examen des documents a révélé que SEN SYSTEM a soumis un bordereau intitulé « bordereau des prix pour les fournitures », qui ne correspond pas au modèle type ;

Qu'en référence aux dispositions ci-dessus citées, le bordereau des prix unitaires est un document requis ;

Que ce document ne contienne pas cependant la rubrique prix unitaire en lettres qui prévaut en cas de divergence avec le montant du prix unitaire en chiffres ;

Que n'ayant pas fourni un bordereau des prix unitaire conforme au formulaire du DAO, l'autorité contractante a légalement rejeté l'offre du requérant pour non-exhaustivité;

Considérant de surcroit, l'examen de l'offre du requérant a révélé l'absence d'une offre technique ;

Qu'en effet, le requérant s'est contenté de proposer des articles sans en préciser les spécifications techniques ;

## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ** 





Que Le tableau ci-après présente, à titre d'exemple, certains articles proposés par le requérant en comparaison avec les exigences du DAO ;

N°	Articles demandés et spécifications techniques requises	Articles proposés par le requérant
1	Ordinateur de bureau ALL IN ONE Processeur : 12th Gen Intel ® Core ™ i5-12500,3000 MHz, 6 Cœurs (S),12 Processeur (S) Logique (S); Ecran 23 pouces	Ordinateur de bureau ALL IN ONE HP 24 CB1172 NH
2	Scanner de production A3 avec chargeur; Capteur de numérisation; CIS; Résolution optique; 600 ppp; Source lumineuse; LED RVB; Face de numérisation; Recto, Recto verso, Suppression des pages vierges; Interface: USB 3.1/LAN filaire; NB: Port RJ 45 exigé	Scanner Canon image FORMULA DR-G2140V
3	Kit de réparation de technicien maintenance informatique (Generic Pine à Sertir Portble RJ 45, Testeur De Cables, Kit d'outils De Réparation de Réseau Lan, 14 pièces/ensemble LAN)	Kit de réparation de technicien

Qu'il résulte de ce qui précède que l'offre du requérant n'est pas conforme ;

Qu'il convient en définitif de déclarer le recours mal fondé, de le rejeter et d'ordonner la poursuite de la procédure ;

## PAR CES MOTIFS

- Constate qu'il est stipulé à la clause 11.1 des Instructions aux Candidats (IC) que le bordereau des prix unitaires fait partie des documents constitutifs de l'offre;
- Constate que le requérant a soumis un bordereau des prix unitaires qui ne correspond pas au modèle type prévu dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) et qu'il n'a pas présenté d'offre technique;
- 3. Dit que les formulaires doivent être utilisés tels quels et toute réserve ou divergence majeure entraînera le rejet de l'offre ;

www.arcop.sn

## AUTORITÉ DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ





- 4. Dit que la décision de l'autorité contractante de rejeter l'offre est justifiée ;
- 5. Déclare en conséquence le recours non fondé et ordonne la poursuite de la procédure ;
- 6. Dit que le Directeur Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique est chargé de notifier à la société SEN SYSTEM, à la SNHLM ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



# Les membres du CRD

Signé par PAPA MOHAMADOU MBARECK DIOP Le 10/03/2025



Signé par ALIOUNE NDIAYE Le 10/03/2025



Signé par MOUNDIAYE CISSE Le 11/03/2025



Le Directeur Général, Rapporteur



#### ARCOP SÉNÉGAL

Rue Alpha Hachamiyou TALL X Rue Kléber - BP : 11 303 Dakar Peytavin (Sénégal) Tél : +221 33 889 11 60 - Numéro vert : 800 00 81 81 - Courriel : arcop@arcop.sn ISO 9001 : 2015 N°. AFR 21.00047 FR